

Les Mohawks refusent les points de contrôle

L'APIK veut un retour de la SQ 24 heures sur 24

par: Denise PROULX

Tenue en même temps ou presque que celle des Mohawks, l'assemblée générale de l'Association des propriétaires à l'intérieur de Kanasatake a unanimement refusé l'imposition de postes de contrôle aux abords du territoire. Heureusement pour eux, 80% des autochtones de Kanasatake se sont également prononcés contre ces guérites à l'occasion d'un référendum.

Aux dires du président Jean Jolicoeur, on saurait toutefois que le chef du conseil de bande, Jerry Peltier, serait d'accord pour l'existence d'équipes de surveillance. Les membres de l'APIK ont préféré de pas prendre position sur cette possibilité puisqu'il manquerait d'information. "Nous ne savons pas ce que le conseil de bande vise avec ces agents de surveillance, comment les équipes seraient faites, qui en serait membre et comment elles seraient formées, nous préférons attendre" a déclaré Jean Jolicoeur.

Sûreté du Québec

Les Blancs résident

côte-à-côte avec les Mohawks de Kanasatake ont néanmoins réclamé que la surveillance policière redevienne aussi régulière qu'avant les escarmouches de la mi-août. "La SQ ne vient plus lors de nos appels de nuit, il y a des craintes de tomber dans un guet-apens" soutient Jean Jolicoeur. Le lieutenant Donald Pouliot, du poste de la SQ de Saint-Eustache est venu expliqué aux membres de l'APIK, sans les oreilles curieuses des journalistes, les ordres qu'ils ont reçu quant à la surveillance du territoire, relativement calme depuis quelques semaines.

Le conseiller Yves Renaud, de la paroisse d'Oka, a rappelé lui aussi la position de la municipalité dans ce dossier.

Le conseil favorise le libre accès partout sur le territoire a-t-il dit en substance.

Renaud s'est montré ouvert aux inquiétudes des résident-e-s qui ne veulent pas voir leur propriété perdre 40 à 50% de leur évaluation à cause de ces obs-

taces de circulation.

Unification

Les gens de l'APIK bougonnent aussi contre l'attitude du gouvernement fédéral qui aurait marqué un recul quant aux engagements de négocier l'achat des propriétés comprises au nord de la 344. Actuellement des négociations sont en cours, uniquement avec les propriétaires de la Terrasse Raymond et du Chemin du Milieu. Une seule offre fédérale aurait été acceptée à ce jour.

Jean Jolicoeur soutient

que les négociateurs réclament le besoin de faire approuver le reste de leur mandat avant d'agir. Et il semblerait ajoute le président de l'APIK, que les Mohawks ne seraient pas retournés à la table de négociations.

"Il n'est pas nécessaire de faire approuver ces demandes, puisqu'elles avaient été consenties en février dernier. Nous sommes tous de bonne foi, et le négociateur Bernard Roy doit agir" a commenté Jolicoeur en disant ne pas être capable d'expliquer cette attitude.